

## **Turquie - Islamiser l'espace : Taksim et Bodrum, deux essais avortés (1996-1997)**

jeudi 1er août 2013, par [Etienne Copeaux](#)

**En 1996, le parti islamiste Refah marque son arrivée au pouvoir par l'annonce de la construction d'une mosquée sur la place de Taksim. C'est un processus d'islamisation de l'espace. Erbakan et Erdogan veulent « *parachever la conquête d'Istanbul* », réalisée en 1453 et par les élections municipales de 1994. Puis, c'est le tour d'une chapelle médiévale de la citadelle de Bodrum. Les deux projets avortent, mais aujourd'hui la même menace se réalise à Sainte-Sophie de Trabzon... A quand le tour de Sainte-Sophie de Constantinople ?**

Taksim n'est pas une véritable place comme en comptent les belles villes anciennes, un espace vide bordé d'immeubles cossus, de grands bâtiments publics, de palais. Taksim n'est pas la place Bellecour, la place des Vosges, la place Stanislas, un lieu de repos, calme, où l'on peut s'extraire de la ville, échapper au bruit et à la puanteur automobiles. Taksim est avant tout un carrefour routier dont la traversée est pénible. A part la rue piétonne Istiklal, aucune des voies qui y mènent n'est agréable.

L'espace y est immense mais fragmenté. En venant d'Istiklal, à peine dépassé le consulat de France, avec à main droite la grande église orthodoxe Hagia Triada et ses deux clochers, on pénètre d'abord sur le terre-plein du monument de la République ; à gauche, l'ancien château d'eau qui a donné son nom à la place (*Taksim*, « *séparation* » ou « *partage* »), bordé d'un long mur de pierre et, toujours, d'un détachement de policiers. Le monument lui-même, œuvre de Pietro Canonica (1928), n'est ni beau ni laid ni grandiose [1] ; mais, après le mausolée d'Atatürk à Ankara, c'est le second lieu sacré de la république. C'est là que se font les actions de grâce, les cérémonies réparatrices du culte républicain, c'est là que se terminent, par un dépôt de gerbe, toutes les manifestations autorisées. Mais pour y accéder, il faut être de ceux qui « *jouent le jeu* » du pouvoir : partis de gouvernement, associations kémalistes. Les autres n'y ont pas accès, et leurs tentatives peuvent être réprimées avec la dernière brutalité. Ceci donne la mesure de la transgression qu'a été l'occupation de cette place en juin 2013.

Passé ce square, on tombe sur l'axe qui débouche du boulevard de Tarlabaşı et qui permet de répartir le flux de circulation venant de la partie sud-ouest d'Istanbul vers les quartiers du Bosphore d'une part, et les élégants quartiers nord de l'autre. C'est un enfer de bruit. Après avoir traversé l'avenue, avant qu'il n'y ait là une station de métro, on accédait à un espace rectangulaire et irrespirable, une importante station d'autobus municipaux qui attendaient là, tous moteurs tournant. A droite, l'hôtel Marmara, tour quelconque qui domine la ville. Devant soi, le Centre culturel Atatürk (AKM), médiocrité architecturale inaugurée en 1969. Enfin à gauche, une volée de marches donne accès à ce fameux Gezi Parkı (c'est-à-dire « *Parc de la Promenade* »), effectivement seul espace vert du centre d'Istanbul, mais tellement étriqué, tellement assiégé par le bruit et la puanteur, que nous allions rarement dans cet endroit trop petit pour oublier la ville.

Place sans forme, place sans contour. Elle n'est bordée d'aucun ensemble architectural qui la limiterait nettement. Et bien que tout proche du Bosphore et à un point sommital, elle n'offre aucun point de vue. On aperçoit seulement la partie haute de quelques gratte-ciel qui enlaidissent encore le lieu, comme l'immeuble dit Gökkafe, un scandale urbanistique des années 1990.

D'ailleurs Istanbul, étrangement, est une grande ville sans place digne de ce nom, à part la place de Beyazit, dans la ville historique, bordée par l'Université d'Istanbul, la magnifique mosquée de Beyazit et

l'enclos des bouquinistes. Cette place-là, oui, a du caractère, elle est conviviale, et il faisait bon y prendre un thé, le matin, à l'ombre des grands platanes, et les samedis et dimanches s'y tenait un immense marché informel.

Il me paraît normal que la place de Taksim ait fait l'objet de projets de restructuration, mais il ne fallait pas faire pire que ce qui existait. Elle était, en tant que centre convergent de la circulation et des lignes de bus, puis de métro et du funiculaire de Kabatas, elle a toujours été, elle est de plus en plus grouillante de monde, un lieu d'afflux, de rendez-vous, un lieu de mélange où l'on peut voir de tout. Le gouvernement de l'AKP a voulu en faire un lieu de commerce pour riches, et l'aménager de sorte à rendre les manifestations mieux contrôlables sinon impossibles.

En raison des événements, on commence à entendre parler, hors de Turquie, des questions d'urbanisme à Istanbul. Par sympathie pour le mouvement de juin 2013, on a idéalisé la place. Pour ceux qui l'ont connue à cette occasion, il faut dire qu'il y a de quoi : elle a été, certainement pour la première fois depuis l'explosion du trafic automobile, un lieu calme, convivial, un lieu de partage, de réflexion et d'amitié.

En outre le nom de Taksim a été chargé d'affectivité depuis des décennies. C'était le lieu des manifestations du Premier-mai, de la manifestation du 1<sup>er</sup> mai 1977, qui s'est terminée de façon tragique. [Un lieu mythique, un lieu de gauche d'où la gauche a été exclue après 1977, sous prétexte de sécurité.](#) Bien plus tard, en 2010, la manifestation a pu se dérouler normalement sur la place, sans incident, et de nouveau en 2011 et 2012. Puis, en 2013, elle a été à nouveau interdite sous prétexte du chantier de rénovation, et les tentatives de rassemblement sévèrement réprimés. C'est là l'événement-origine du mouvement de Gezi : Taksim, lieu de gauche interdit, est devenu un lieu à reconquérir.

Jusque dans les années soixante, la place était le centre d'un quartier où l'on ne parlait guère turc, un quartier arméno-grec, comportant de nombreuses églises dont la triomphale Hagia Triada. Les parages immédiats de la place ne comptent encore aujourd'hui que deux mosquées, toutes deux sur la rue Istiklal, dont une, entre le consulat de France et la place, est minuscule.

C'est dire que Taksim porte des caractères qui la situent bien loin des modes de penser de l'islam politique - ou plus généralement du nationalisme turco-islamique. Quartier jusqu'à une époque récente peu turc, peu musulman, parsemé d'églises, quartier plutôt de gauche, centre républicain kémaliste par son monument, et lieu culturel « *moderne* » par la présence de l'AKM avec ses concerts de musique classique, et de la bibliothèque Atatürk, juste derrière. On peut ajouter à cet inventaire le salon de thé de l'hôtel Marmara, un endroit chic où aime se retrouver l'intelligentsia stambouliote, et cible d'un attentat islamiste en décembre 1994 [2]. Après l'expulsion des orthodoxes entre 1955 et 1965, le quartier de Beyoğlu est devenu un gigantesque squat, et tout Tarlabası s'est peuplé de migrants kurdes. Mais aujourd'hui encore, tout l'oppose à la ville historique et ses minarets, par-delà la Corne d'or.

En 1994, lors des élections municipales, le parti islamiste Refah avait triomphé dans de nombreuses grandes villes, et, à Istanbul, cette victoire avait été célébrée comme une nouvelle Fetih. Mais celle-ci était encore incomplète : il fallait, du point de vue des conservateurs, islamiser Taksim. Voici pourquoi la place de Taksim est un point si sensible, à reconquérir par la gauche, et à conquérir par l'islamisme national.

## **La mosquée de Taksim**

De nos jours, parmi les grands projets du gouvernement de l'AKP concernant le quartier, figure la construction d'une mosquée. Il s'agit évidemment du moyen le plus efficace et le plus voyant pour islamiser un lieu. Le projet n'est pas étonnant ; ce qui l'est, c'est le caractère très tardif de l'entreprise, plus de dix ans après l'arrivée au pouvoir de l'AKP. En effet, lorsque le parti islamiste Refah arrive au pouvoir en juin 1996, c'est dès le 15 juillet 1996 que le projet de mosquée à Taksim est proposé ; ce devait être le « *premier sceau* » apposé par le parti islamiste sur la ville [3]. La presse laïciste s'alarme immédiatement. Hürriyet publie un photomontage de la place avec, en silhouette, la future mosquée.

La controverse est assez ancienne, en fait. Depuis longtemps les milieux islamistes font semblant de s'étonner de la présence de quatorze églises et de plusieurs synagogues, et de l'absence de grande mosquée dans ce quartier central. Dans l'optique de l'islamisme radical, l'histoire n'a pas d'importance, si ce n'est celle de l'islam. Tout ce qui a eu lieu avant l'islam, ou avant la conquête d'un lieu par l'islam est sans intérêt. Si les églises de Beyoğlu témoignent du passé du quartier, un passé d'un demi-siècle seulement, quelle importance puisque le quartier est maintenant censé être musulman. Ces milieux ressassent l'image d'une Turquie « à 99 % musulmane » et tout doit se plier à cette « réalité ».

Le projet, voulu par la municipalité et son maire Recep Tayyip Erdogan, est dévoilé par la Fondation pour la construction d'une mosquée à Taksim (*Taksim camii yaptırma vakfi*) ; il situe la future mosquée en arrière de l'ancien château d'eau, là où se trouve à l'époque un terrain vague servant de parking. Mais, souligne Hürriyet, la mosquée, qui doit s'élever bien au-dessus des murs du château d'eau historique, fera vis-à-vis au monument de la République et cela paraît inacceptable. Cette question de proximité entre un signe religieux et un signe républicain ou kémaliste est en effet d'une grande importance dans la sémiologie politique turque. A la rigueur, si les deux mondes sont séparés, si les systèmes de signes ne peuvent pas être vus en même temps, si l'islamisme est confiné dans des territoires qu'on lui abandonne, c'est acceptable pour les laïcistes. Mais la proximité visuelle entre une mosquée et ce lieu sacralisé de la république est intolérable. De même, l'un des déclencheurs de [l'affaire de Sincan](#), qui a éclaté au début de 1997, avait été la proximité entre la statue d'Atatürk et la maquette de la mosquée d'El Aksa, dressée à l'occasion de ramadan.

La mouvance nationale-musulmane, dans le quotidien Türkiye, se met à défendre vigoureusement le projet, au nom de l'islam et de la nation. Les arguments de la quasi-absence de mosquée entre Sishane et Sisli, et surtout des « 99 % » reviennent sans cesse, avec comme corollaire : s'opposer à la mosquée, c'est s'opposer au peuple, puisqu'il est à 99% musulman. Une mosquée à Taksim ne serait pas le symbole du Refah mais celui de l'islam – et donc de la nation turque. Les rédacteurs de Türkiye n'admettent pas le raisonnement des opposants à la mosquée : « *S'opposer à la mosquée de Taksim nous rappelle l'époque du parti unique [1923-1945], écrit Sebahattin Önkibar dans Türkiye. Est-ce qu'on parle de 'réaction religieuse' [irtica] en Europe, lorsqu'on entretient les cathédrales ? Si l'ezan [l'appel à la prière] et le drapeau sont nos deux valeurs essentielles vous n'accepterez pas qu'on joue avec elles. Dans les catalogues des agences de voyage, qu'est-ce qui symbolise Istanbul ?, poursuit Önkibar. Ce sont ses mosquées ! Nous sommes les petits-enfants de Sinan. Je vous applaudis, Monsieur Erdogan ! [4]* » Voici définie la synthèse turco-islamique : l'appel à la prière est hissé au même rang que le drapeau comme symbole de la nation, et ceux qui n'aiment pas les haut-parleurs tonitruants sont des ennemis de la nation : « *A Sisli, renchérit Ayhan Songar dans Türkiye en se retenant d'écrire le mot « infidèle » (gavur), ce sont les non-musulmans et les admirateurs des non-musulmans qui ont exigé de faire baisser le niveau sonore de l'ezan [5].* »

C'était inévitable : le débat sur la mosquée de Taksim glisse sur Sainte-Sophie. La cathédrale byzantine, convertie en mosquée en 1453, avait été laïcisée en musée national en 1934, et les milieux islamistes ne cessent d'exiger sa reconversion en mosquée. Toujours dans Türkiye, Vedat Zeydanlı blâme la timidité du gouvernement Refahyol en se faisant presque menaçant : « *Nous en sommes au 12<sup>e</sup> vendredi [depuis l'arrivée de ce gouvernement]. Au moins autant que la fin de l'inflation, notre peuple veut faire la prière à Sainte-Sophie. Au moins autant qu'un tunnel sous le Bosphore, il veut une mosquée à Taksim. Depuis le vote de confiance, le peuple a vu passer onze vendredis et il n'a pas même encore le droit à la prière sur le lieu de travail. (...) Avec Sainte-Sophie et la mosquée de Taksim, on chante des berceuses au peuple. Mais il ne s'endort pas [6].* »

Ces ultras sont entendus par le gouvernement qui, le 4 octobre, émet une proposition de loi pour faciliter le financement des mosquées ; et le 16 octobre, le maire d'Istanbul R.T. Erdoğan déclare devant une délégation de députés européens que Sainte-Sophie doit absolument être réouverte à la prière [7].

Les journaux laïcistes passent à la contre-attaque. Comme en 2013, des études paraissent sur le passé de la place de Taksim, comme dans Sabah dès le 25 juillet : la place, plus exactement l'espace situé à proximité du château d'eau de Taksim, a toujours été un endroit sans importance, marginal par rapport au

centre-ville. C'était , pendant longtemps, la fin de la ville ; Cihangir et Siraselviler étaient des quartiers de jardins, jusqu'à ce que la croissance de la ville vers le nord fasse de Taksim un nouveau centre. Quant au projet de mosquée, il n'est pas nouveau et remonte à mai 1977, époque du gouvernement Front national (*Millî Cephe*) de Demirel, et avait été repoussé par le gouvernement militaire issu du coup d'État de 1980. En fait, argue Sabah, il n'y a pas de place pour une grande mosquée : sur les parcelles appartenant à l'Administration des eaux (*Sular idaresi*), il y a des cimetières ottoman et byzantin et des installations hydrauliques historiques, et le site de la Promenade est réservé au projet de métro [8].

Laïcistes et islamistes se battent avec le passé de la place. L'islamiste Zaman, par exemple, répond que le site de la Promenade était occupé par une caserne d'artillerie, achevée en 1806 et détruite en 1940, qui incluait une mosquée, visible sur les gravures anciennes [9]. Chose amusante, l'argument de la présence d'une mosquée dans la caserne est retourné quelques mois plus tard par Yıldız Sey, enseignant à la faculté d'architecture d'Istanbul : « *Si le prétexte avancé pour construire une mosquée est la restauration du passé, alors il faut aussi reconstruire une caserne* [10] ! ». En 2013, ce propos ne manque pas de piquant : si les projets d'Erdoğan se réalisent, la réplique de la caserne devant abriter un centre commercial verra le jour avant même la mosquée !

Mais le débat, du côté des laïcistes, porte surtout sur l'utilité d'une grande mosquée en cet endroit. « *Où est la communauté musulmane qui va remplir une telle mosquée cinq fois par jour ?* » s'interroge Ahmet Arpad dans Cumhuriyet. « *Aux environs, ce ne sont que des bars, des hôtels, des boîtes de nuit, des bordels... Ce sera pratique de pouvoir aller au bordel juste après la prière* [11] ! »

Après une pause à l'automne 1996, au moment où le scandale de Susurluk efface toute autre actualité, le projet refait surface le 28 janvier 1997, par l'annonce de la date de la pose de la première pierre : ce sera le 29 mai, jour anniversaire de la Conquête d'Istanbul, la Fetih. Milliyet rappelle pour l'occasion les propos d'Erbakan : « *Nous parachèverons la prise d'Istanbul par la construction d'une mosquée à Taksim* ». Au cours d'une conférence de presse, le maire du quartier de Beyoğlu, Nusret Bayraktar, défend à nouveau le projet. Le quartier compte 500 000 habitants, deux millions d'employés y travaillent. Or il n'y a là que trois mosquées disposant de 500 places, contre quatorze églises pour seulement 20 à 30 000 non musulmans. Confirmant la date de la pose de la première pierre, Bayraktar (*dont le nom signifie « porte-drapeau »*) précise qu'il s'agit d'un projet de 2500 m<sup>2</sup>, et qu'il sera réalisé en deux ans, de manière à être inauguré lors du 700<sup>e</sup> anniversaire de la dynastie ottomane, en septembre 1999 [12].

La presse laïciste s'insurge et se moque : dans Sabah (2 février) Yılmaz Karakoyunlu ironise et propose qu'on change le nom de la résidence du président de la république en Ezankaya (*ezan : l'appel à la prière*) au lieu de Çankaya, (*çan : la cloche*) [13]. Dans Radikal, Murat Belge moque le projet, qui est inquiétant non par sa nature ou sa taille, mais par sa prévisible médiocrité architecturale : ce sera sans doute, écrit-il, « *une énième copie de la Selimiye, comme l'est la mosquée Kocatepe d'Ankara* [14]. »

Dans Radikal, Mehmet Ali Kılıçbay prend la mouche : « *Si on construit une mosquée à cet endroit, on peut aussi construire une pagode bouddhiste !* ». Car le besoin de lieu de culte musulman est très limité ; il existe en effet, à l'époque et pour l'ensemble de la Turquie, une mosquée pour 610 habitants. Kılıçbay fait un rapide calcul : « *Si l'on soustrait du chiffre de la population les femmes, les enfants, les Alévis, les non-musulmans, les incroyants, les musulmans non pratiquants, ceux qui travaillent, ceux qui voyagent, les malades, les militaires... cela donne en moyenne une mosquée pour 80 personnes ! Or à Beyoğlu, sur la rue İstiklâl, la mosquée Aga Camii n'est jamais pleine* [15]. »

Rien n'y fait. Le 19 février, Necmettin Erbakan confirme la prochaine mise en chantier de la mosquée. Avec la détermination qu'on lui connaît aujourd'hui, le maire Erdoğan décide, le même jour, de réorganiser la place de Taksim en vue des travaux. Et bien que le parc de la Promenade soit éloigné du lieu du chantier, il prévoit la démolition des boutiques qui s'y étaient installées.

Türkiye et les autres journaux conservateurs continuent d'appuyer le projet, répétant inlassablement les mêmes arguments ; le vindicatif Mustafa Necati Özfatıra écrit sur le projet dans la rubrique de politique étrangère, pour bien souligner que les opposants sont des complices du Conseil Œcuménique des Églises,



de l'Église orthodoxe, du Vatican, et pourquoi pas des traîtres au service des États-Unis et de l'Union européenne, détail révélant une fois de plus qu'aux yeux de cette mouvance, les non-musulmans sont des étrangers. Autre détail remarquable, ceux qui, dans la foulée, réclament la réouverture de Sainte-Sophie au culte ne prennent pas la peine de préciser à quel culte, oubliant ou feignant d'oublier que Sainte-Sophie avait été pendant mille ans le plus grand lieu de culte du monde chrétien [16].

Comme on le voit, le débat a connu deux pics : juste après le dévoilement du projet, en été 1996, et une seconde fois en février 1997 à l'annonce du début du chantier. On sait que ce mois est crucial pour l'existence de la coalition Refahyol. Sur fond de scandale de Susurluk, c'est le moment de l'affaire de Sincan et de sa démonstration militaire, c'est l'intense mobilisation populaire du mouvement « *Une minute d'obscurité pour faire la lumière* », et le mois se termine par la réunion du Conseil de sécurité nationale qui lance au gouvernement un ultimatum l'enjoignant à respecter les principes de laïcité. Cela ne semble donc pas le moment de bâtir une mosquée à Taksim. L'annonce de l'ouverture du chantier, en février, est un baroud d'honneur du gouvernement Refahyol, elle relève d'une attitude de défi alors que l'armée se prépare à intervenir.

Le 29 mai, jour prévu de l'inauguration du chantier de la mosquée, on n'en parlait déjà plus. Le gouvernement Refahyol était moribond. Le Refah fêtait dignement l'anniversaire de la Fetih, au stade İnönü, mais il n'était plus question que de changement de coalition et d'élections anticipées. L'arrivée en hélicoptère des deux héros de cette histoire, Necmettin Erbakan et Tayyip Erdoğan, leur tour de piste triomphal devant la foule de leurs électeurs, a été pour eux le dernier moment de gloire avant la chute.

Le Refahyol tombe un mois plus tard, le 30 juin, au profit d'un gouvernement de coalition centriste (*Mesut Yılmaz*) avec des éléments de gauche (*Bülent Ecevit*) et quelques personnalités remarquables comme Ismail Cem (*affaires étrangères*) et İstemihan Talay (*culture*). Ce dernier, en août, a porté le coup fatal au projet de mosquée. Pour être réalisé, celui-ci devait obtenir l'aval de l'Anıtlar Kurulu, la Direction des monuments, ce qui avait été fait en manipulant un peu la composition de cette institution. İstemihan Talay fit de même le 26 août 1997 en destituant les membres de l'Anıtlar Kurulu affiliés au Refah. Dès lors, le kurul allait opposer son veto au projet qui était de ce fait enterré [17].

Le projet de mosquée à Taksim est un élément de la guerre des signes que se sont livrée les deux camps, en 1996-1997. La tension est telle, durant « *l'année Refahyol* », que les combats se font souvent sur les détails, sur les apparences et des proximités jugées scandaleuses. Le projet de mosquée de Taksim touche un lieu sacré du kémalisme ; dans ce domaine du sacré, les apparences sont essentielles, et sont souvent prises comme prétexte commode pour se battre, car les éléments sacrés du rituel ne sont pas sujets à débat. Ce qui a soulevé l'opinion laïciste, plus que les raisonnements sur l'utilité ou l'inutilité du projet, ou les arguments urbanistiques et patrimoniaux, c'est le rapprochement entre deux mots, « *Taksim* », tellement chargé d'affect et de mémoire, et « *mosquée* », qui dans le discours des islamistes, comme d'ailleurs le mot « *ezan* », est un drapeau, un emblème aussi parlant, aussi fort que les sept flèches des kémalistes ou le portrait d'Atatürk lui-même. D'ailleurs, la municipalité d'Ankara, islamiste elle aussi, avait à cette même époque remplacé l'emblème de la ville, qui rappelait une figure de bronze hittite représentant le soleil, par une image stylisée de mosquée, et ce simple petit fait avait fait dresser les laïcistes sur leurs ergots.

Tous les pouvoirs autoritaires cherchent à modeler le paysage, à en faire des pages sur lesquelles ils écrivent et représentent leur geste, leurs mythes, leurs valeurs. Souvent, ils refont l'histoire, et le kémalisme est un des plus vigoureux exemples de cette volonté. L'islamisme radical, lui, nie l'histoire, et nie toute valeur à ce qui l'a précédé, à ce qui a précédé la révélation coranique. Celle-ci se place dans un âge historique bien précis, daté, mais elle instaure, aux yeux des radicaux, une vérité fixée qui n'a pas à évoluer. C'est là une vision extrême, celle des salafistes algériens par exemple, mais toute vision islamiste ressortit plus ou moins à ce dogme. Aussi le patrimoine architectural de Beyoğlu, par exemple, qui était un patrimoine gréco-arménien, n'a pas d'importance ; ou plutôt, c'est une anomalie à effacer, en tout cas à « *islamiser* » par la pose d'un « *sceau* » qui a été, en 1996-1997, cette fameuse mosquée de Taksim.

On peut observer des similitudes ou des rapprochements entre cette affaire et celle qui a provoqué le

mouvement de Gezi en 2013, mais il y a une différence essentielle qui tient à la nature du pouvoir du RP et celui de l'AKP. Le Refah n'avait pas au même point que l'AKP cette dimension capitaliste libérale. C'est peut-être pourquoi le projet de 1996 a soulevé une opposition importante, mais en paroles seulement. Le projet de 2013 est un projet marchand, il prévoit avant toutes choses un centre commercial et un changement radical de la nature du quartier de Beyoglu, qui devrait se transformer en centre commercial mondial à l'image de Dubaï. De là vient en partie - ce n'est pas la seule raison - la vigueur du mouvement de protestation de 2013, combat dont le fondement est l'opposition au système capitaliste libéral.

## A Bodrum : chapelle ou mosquée ?

A l'automne 1996, une autre affaire, plus modeste mais de même ordre, s'est déroulée autour de la chapelle des Templiers de Bodrum. Il s'agit également d'un cas de négation de l'histoire et d'islamisation d'un site, sans qu'un besoin de lieu de culte n'ait été ressenti ni exprimé par la population.

Sabah, le 21 septembre 1996, annonce que la petite chapelle qui se trouve dans l'enceinte de la citadelle de Bodrum a été convertie en mosquée, par décision du ministère de la culture, sur demande du Directeur des musées et monuments du ministère, Mehmet Akif Isık [18]. Cette chapelle des chevaliers de Saint-Jean, construite au XV<sup>e</sup> siècle, avait été convertie en mosquée lors de la conquête ottomane. Un minaret lui avait été adjoint, qui fut détruit par un tir d'obus d'un croiseur français en 1915. Jusque-là, il s'agirait de la restauration d'un état antérieur, assez récent, d'une mosquée qui avait été, voici longtemps, un lieu de culte chrétien.

Mais l'affaire est plus compliquée, car la chapelle, depuis 1961, abrite les activités des archéologues sous-marins de Bodrum ; elle est devenue un musée d'archéologie sous-marine en 1973. A partir de 1978, son directeur est Oguz Alpözen, qui a longtemps travaillé avec l'Américain George Bass, une sommité de l'archéologie sous-marine. Ce dernier avait supervisé en 1961 à 1964 les fouilles d'une épave byzantine naufragée au VII<sup>e</sup> siècle, découverte en 1958. Les fouilles ont été publiées par l'université du Texas. De 1994 à 1996, Oguz Alpözen a lui-même supervisé les travaux de construction d'une maquette du bateau byzantin - une nef de 20 mètres sur 5 - à l'échelle 1/1, réalisée dans les matériaux d'origine, orme et cyprès [19].

Ce 21 septembre, jour où est annoncée la transformation de la chapelle en mosquée, devait ouvrir l'exposition de la maquette et de sa cargaison, des amphores, poteries, céramiques, pièces de cuivre, dans l'ancienne chapelle des Templiers. Mais dès lors que la chapelle est officiellement devenue une mosquée, l'exposition ne peut avoir lieu : selon le Diyanet (*Direction des affaires religieuses*), cité par Sabah, « on ne peut aller prier dans un endroit où l'entrée est payante. C'est contraire à notre religion ».

Dans un communiqué du même jour, Osman Kaya, du service des relations publiques du ministère de la culture, minimise l'importance et la valeur de la maquette : « Elle ne contient pas une seule parcelle de matériau antique, c'est un faux destiné à tromper les visiteurs du musée ». Il explique que la chapelle a été une mosquée durant toute la période ottomane, dotée d'un minaret qui a été détruit par des ennemis « dotés d'un cerveau d'araignée » [20]. La direction des musées qualifie l'entreprise d'Oguz Alpözen de « chimère » (*hayal ürünü*).

L'affaire secoue les milieux artistiques, historiques, intellectuels, sensibilisés par l'affaire de la mosquée de Taksim. Le ministre lui-même doit intervenir dans une conférence de presse donnée dans les jardins de Sainte-Irène à Istanbul. Il annonce que le Musée d'archéologie sous-marine devra déménager pour un autre lieu, au sein de la citadelle [21].

Certains commentateurs abordent avec justesse le problème de fond, qui est le rapport de l'islam politique à l'histoire. Dans mes travaux sur les manuels scolaires d'histoire, j'ai souligné à quel point le passé non musulman de l'Anatolie est négligé par le récit proposé aux lycéens et à la population. Or ce passé extraordinairement riche a laissé des traces architecturales extrêmement variées et visibles, dont certaines, comme les églises de Beyoglu, ne sont même pas très anciennes. Le contraste entre la richesse

de l'héritage patrimonial non-musulman et le silence du récit historique est saisissant, et c'est à se demander si les Turcs qui ne disposent que d'une culture scolaire peuvent comprendre ce qui les entoure. Mais ce problème de relation entre une population et l'héritage patrimonial n'existe pas, à l'époque, aux yeux du Refah.

C'est une vision qui affaiblit le rapport des Turcs avec leur propre pays, qui les induit à imaginer une autre histoire, totalement fautive, et à effectuer des contorsions avec l'histoire et la perception des monuments « *Nous avons ainsi rencontré à Chypre (nord) un imam venu de Turquie persuadé que la mosquée dans laquelle il exerçait était construite dans un style architectural particulier à l'île. Il s'agissait évidemment d'une ancienne église orthodoxe.*

». Dans Yeni Yüzyıl, Gürol Sözen soulignait la nouveauté d'une telle attitude envers le passé, et rappelait - en évoquant les mosaïques de Sainte-Sophie - que les Ottomans avaient préservé le patrimoine antérieur à la conquête. Il en concluait que certains Turcs se sentent seulement « *les locataires de l'Anatolie, étrangers à leur propre pays* » [22].

Vouloir à tout prix islamiser le paysage, les monuments, a conduit à des actes comme le dynamitage, en Afghanistan, des Bouddhas de Bamyân en 2001 par les talibans. On peut craindre que cette logique fasse d'autres dégâts.

Comme dans le cas de la mosquée de Taksim, cette affaire de Bodrum disparaît temporairement de l'actualité, peut-être en raison du scandale de Susurluk et de problèmes plus cruciaux au cours de l'hiver 1996-1997. Mais le D<sup>r</sup> Alpözen ne cède pas aux pressions. Il a des soutiens internationaux car, en juin 1995, son musée avait obtenu la distinction européenne de « *Musée de l'année* ». Mais pour gagner des voix, le Refah croit nécessaire de pouvoir proclamer : « *Nous avons converti des églises en mosquées* [23] ». Tout à la fin de l'époque Refahyol, le ministre de la culture Kahraman s'obstine, exige encore que la chapelle soit libérée et la maquette déplacée. Dans l'intervalle pourtant, le minaret a été réparé ; mais le minaret n'est que le signifiant ; Kahraman veut le signifié, la mosquée, une mosquée totalement inutile.

Le 29 juin, des habitants de Bodrum, avec leurs enfants, manifestent contre le ministre, avec des pancartes proclamant leur volonté de s'approprier l'histoire, toute l'histoire : « *Les ministres passent, la citadelle reste !* », « *Ne touchez pas à notre bateau, à notre citadelle, à notre culture !* », « *La citadelle nous a été léguée par nos ancêtres, nous voulons la léguer à nos enfants !* ». Ce ne sont pas les manifestants de Bodrum, mais les pressions de l'armée qui font tomber le gouvernement Refahyol avec son ministre Kahraman, le lendemain même. Mais ces habitants de Bodrum avaient trouvé le mot juste pour protester, en employant l'expression « *notre culture* » à propos de l'ensemble de l'héritage historique anatolien dont ils veulent s'approprier, alors que pour un nationaliste, « *notre culture* » désigne seulement l'héritage turc et musulman. De quel côté se trouvent les esprits étroits, les cerveaux d'araignée ?

Aujourd'hui, de la silhouette de la citadelle de Bodrum dépasse le petit minaret de la mosquée-chapelle. Mais le musée est toujours là, très visité et très apprécié des touristes turcs et étrangers. Le D<sup>r</sup> Alpözen et son équipe ont tenu bon. Mais le pouvoir islamiste ultérieur, celui de l'AKP, a encore tenté de l'abattre, en le faisant accuser par la justice, en 2005, de vol de pièces appartenant au musée. Il n'a été mis hors de cause qu'en avril 2013 [24].

Islamiser le paysage : voici deux échecs du gouvernement Refahyol à Taksim et à Bodrum. Mais l'échec provient de la brièveté de ce gouvernement. L'accumulation de projets et volontés gouvernementales du même genre, depuis que l'AKP est au pouvoir, a provoqué une lassitude et une réactivité nouvelle. Le rêve des islamistes est de rouvrir Sainte-Sophie de Constantinople à la prière ; cela sera peut-être délicat en raison de la célébrité du monument. Mais une autre islamisation est en cours, à Trabzon (Trébizonde), sur la mer Noire : le 5 juillet, au début du ramadan, la prière musulmane a été dite dans l'ancienne cathédrale byzantine Sainte-Sophie [25]... C'est l'annonce d'une volonté politique qui ne saura pas s'arrêter en si bon chemin : pour les islamistes, il y a sans cesse des Fetih à réaliser.

---

## Sources

[Esquisse n°41 - Islamiser l'espace : Taksim et Bodrum, deux essais avortés \(1996-1997\)](#)

susam-sokak.fr - Etienne Copeaux - Lundi 29 juillet 2013

---

## Notes

[1] Des documents originaux sur ce sculpteur dans Semavi Eyice, Atatürk ve Pietro Canonica, Istanbul, Eren, 1986.

[2] Le 30 décembre 1994. Onat Kutlar, écrivain, et Yasemin Cebenoyan, archéologue, ont été tués dans l'attentat probablement dû à l'organisation islamiste IBDA-C.

[3] « *RP'den ilk damga* », Hürriyet, 15 juillet 1996.

[4] Sebahattin Önkibar, « *Taksim'e camii* », Türkiye, 17 juillet 1997.

[5] Ayhan Songar, « *Taksim camii* », Türkiye, 24 juillet 1997

[6] Vedat Zeydanlı, « *Bu 12. Cuma* », Türkiye, 27 septembre 1997.

[7] Milliyet, 4 et 17 octobre 1997.

[8] « *Haydi gelin Taksim'e bir cami inşa edelim* », Sabah, 25 juillet 1996.

[9] Akif Elbistan, Orhan Çolak, « *Belgelerde tarihî Taksim Camii* », Zaman, 1 août 1996.

[10] Cumhuriyet, 22 février 1997.

[11] Ahmet Arpad, « *Cumhuriyet anıtı ve camii* », Cumhuriyet, 4 septembre 1996.

[12] Türkiye, 30 janvier 1997.

[13] Yılmaz Karakoyunlu, « *Taksim camii'nden Çankaya'ya* », Sabah, 2 février 1997.

[14] Le projet d'une grande mosquée à Ankara remonte à 1940. Le terrain a été alloué par l'État en 1957. Les travaux ont débuté, vite interrompus par l'ampleur des protestations de citoyens qui trouvaient le projet trop moderne. Le projet accepté enfin en 1967 était très conformiste, de style néo-ottoman inspiré de la Selimiye d'Edirne. Le chantier a été terminé en 1987.

[15] Mehmet Ali Kılıçbay, « *Cami sorunu* », Radikal, 6 février 1997.

[16] Ayhan Songar, « *Taksim camii* », Türkiye, 5 février 1997 ; Mustafa Necati Özfatura, « *Taksim camii* », Türkiye, 3 mars 1997.

[17] Milliyet, 27 août 1997.

[18] « *İkinci Aya Sofya vakası* », Sabah, 21 septembre 1996.

[19] Yeni Yüzyıl, 21 septembre 1996 ; et Hasan Pulur, « *Bodrum kalesinden Refah ne istiyor ?* », Milliyet, 2 octobre 1996.

[20] Yeni Yüzyıl, 21 septembre 1996.



[21] Yeni Yüzyıl, 24 septembre 1996.

[22] Gürol Sözen, Yeni Yüzyıl, 29 septembre 1996.

[23] Hasan Pulur, art. Cité.

[24] <http://www.hurriyet.com.tr/gundem/2...>

[25] Voir l'article d'Andrew Finkel dans The Art Newspaper : <http://www.theartnewspaper.com/arti...> ; ;  
et l'article dans The Economist du 27 juillet 2013 : <http://www.economist.com/news/europ...>